

Secrétariat général commun départemental
Pôle ressources matérielles

MARCHE DE TRAVAUX RELATIF AU REMPACEMENT DU MODE DE CHAUFFAGE DU BÂTIMENT DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS (DDETSPP)

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de réception des offres :
vendredi 15 novembre 2024 à 14 heures

Article 1 : OBJET ET DUREE DU MARCHE

1.1 – Nature et étendue des travaux

Le présent règlement de consultation concerne des travaux de remplacement du mode de chauffage de la DDETSPP à Niort.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le projet concerne un bâtiment occupé par des services administratifs. Le titulaire du marché veille à ce que le chantier se déroule dans le respect des conditions de travail des agents.

Le présent marché est un marché à lot unique. Il n'est pas décomposé en tranche.

1.2 -Durée du marché – reconduction – délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'article 3.3 du CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

1.3 - la maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études suivant :

- ITES

Hôtel d'entreprises – ZA Beausoleil 86190 Vouillé
bet.ites@orange.fr / Tél : 05 49 42 15 67
SIRET : 500 887 476 00025

Le Bureau QUALICONCONSULT assure la mission de contrôle Technique

Immeuble Antarès
Téléport 4 - Futuroscope
86360 Chasseneuil du Poitou
SIRET : 401 449 855 00758
poitiers.qc@qualiconsult.fr,
Tél : 05 49 00 67 52

Le bureau SOCOTEC CONSTRUCTION assure la mission de coordination SPS

Agence de Niort :
493 avenue de Paris
79000 NIORT
construction.niort@socotec.com
Tel : 05 49 09 97 30

ARTICLE 2 : ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 - Procédure de passation mise en œuvre

La présente consultation est passée, dans le respect du code de la commande publique, selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur.

Sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

2.2 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- le présent règlement de consultation
- l'acte d'engagement
- la fiche de visite obligatoire
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le quantitatif détaillé des prestations (DPGF)
- le planning prévisionnel des travaux

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

3.1. - Sélection des candidatures

La candidature doit comporter les éléments suivants :

- la lettre de candidature DC1 : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- la déclaration du candidat modèle DC2 : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- Les imprimés DC1 et DC2 peuvent être remplacés par des documents libres équivalents contenant les mêmes renseignements.
- Les attestations d'assurances en cours de validité
- Un certificat de qualification professionnelle (qualibat 5213 ou 5412) ou des attestations de conformité
- La liste des 5 dernières références se rapportant à des missions similaires

Soit sous forme DUME (Document Unique de Marché Européen)

Voir le service DUUME aux adresses suivantes :

<https://www.economie.gouv.fr/DAJ/FormulairesDUme>

<https://dume.CHORUS-pro.gouv.fr>

En ce cas, il doit renseigner :

- la partie IV – A 1) : Inscription sur un registre professionnel et sur un registre de commerce (extrait Kbis, SIRENE,...) ;
- la partie IV-B 1a : chiffre d'affaire annuel « général » des 3 exercices ;
- lorsque les informations concernant le chiffre d'affaire ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité ;
- la partie IV – B2a : chiffre d'affaire annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;
- la partie IV -B 5 : le montant couvert par une assurance pour risques professionnels ;
- la partie IV - C 1a) : les travaux de même nature réalisés sur les 5 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 5 ans ;
- la partie IV - C3) : les équipements techniques et les mesures pour s'assurer de la qualité des prestations et les moyens d'étude et de recherche utilisés ;
- la partie IV - C5) : l'acceptation de la réalisation de contrôles par le maître de l'ouvrage ou un organisme officiel compétent ;
- la partie IV - C6) : les certificats de qualification professionnelle. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle (qualibat 2112 et 6112) ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation à laquelle il se porte candidat ;
- la partie IV - C7) : les mesures de gestion environnementale que le candidat sera en mesure d'appliquer lors de l'exécution du marché ;
- la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ;
- la partie IV - C9) : l'outillage, le matériel et l'équipement technique à disposition pour l'exécution du marché ;
- la partie IV - C10) : la fraction des prestations éventuellement sous-traitées.

3.2 – Jugement des offres

Ordre d'ouverture des plis :

Les plis reçus seront numérotés lors de leur réception puis ouverts suivant leur ordre d'arrivée.

Choix des offres

Les offres seront notées en fonction des critères suivants et de leur pondération :

Critères de jugement des offres

Le maître de l'ouvrage choisit l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants et selon la pondération suivante :

CRITERE	PONDERATION
1 – Prix des prestations	40 %
2 - Dossier technique	60 %

1 - Le prix global et forfaitaire (40 points)

Ce critère sera noté selon la formule : $\text{prix le plus bas} \times \text{pondération} / \text{prix de l'offre}$

2 – Le dossier technique sera noté sur 60 points suivant le détail ci-dessous :

- Sous-critère 1 : Moyens humains et matériels (10 points)

Personnel dédié au chantier (nombre et qualification, y compris encadrement),

Personnel dédié aux essais et mise service (nombre et qualification, y compris encadrement) liste du matériel et outillages que le candidat envisage d'utiliser pour la réalisation des travaux

- Sous-critère 2 : Méthodologie proposée par l'entreprise pour la réalisation des travaux (15 points)

(Période de préparation, Méthodologie en site occupé pour la réalisation des travaux, méthodologie des essais et mise en service ...)

- Sous-critère 3 : Provenance des produits et matériaux prévus avec transmission des fiches techniques (10 points)

- Sous-critère 4 : Engagement sur le respect des délais, sur la capacité d'adaptation aux changements de planning (15 points)

- Sous-critère 5 : Références (10 points)

Le candidat fournira une liste de ces réalisations similaires (Il s'agit de projets menés à bien par le candidat, qui présentent des caractéristiques proches ou identiques du présent projet)

Avec pour chacun des éléments précédents, la notation hiérarchisée ainsi :

- point N°1 : de 0 à 10 points selon la réponse
- point N°2 : de 0 à 15 points selon la réponse
- point N°3 : de 0 à 10 points selon la réponse
- point N°4 : de 0 à 15 points selon la réponse
- point N°5 : de 0 à 10 points selon la réponse

- Attribution du marché

Classement final

L'offre ayant obtenu la note la plus élevée (100 maximum) sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

Le marché est attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note, sous réserve qu'il produise les pièces prévues à :

- l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ;
- l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE CONSULTATION DÉMATÉRIALISÉE

Conformément à l'article R2132-2 à 2132-3 du code de la commande publique, les soumissionnaires peuvent consulter les pièces de la présente consultation et y répondre sous forme électronique sur le site Internet www.marches-publics.gouv.fr.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

Par voie de dématérialisation

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La date de réception des candidatures et des offres est fixée au vendredi 15 novembre 2024 à 14h00.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-

forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme:

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers)

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Signature du marché

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues par l'annexe MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE.

ARTICLE 6 : VISITE DES LOCAUX

La visite est **obligatoire** afin d'examiner en détail les locaux objets de la consultation. Une attestation de visite contresignée par un représentant de l'Administration sera délivrée. Si la fiche de visite signée par le représentant de l'Administration et le représentant de l'entreprise ayant effectué la visite n'est pas jointe à l'offre celle-ci sera **automatiquement rejetée**.

Pour procéder à la visite, le candidat **devra obligatoirement** au préalable prendre l'attache de : Fabrice Sureaud – fabrice.sureaud@deux-sevres.gouv.fr, 05 49 08 68 70, Stéphane Sautron – stephane.sautron@deux-sevres.gouv.fr, 06 42 86 87 87

Les visites sont organisées en présence du Maître d'oeuvre

BET ITES

Etudes techniques, énergies renouvelables, consultant HQE, coordination SSI, Rénovation Energétique

représenté par Monsieur Brun Benoît, et le représentant du SGCD 79, sur rendez-vous.

Les soumissionnaires devront avoir visité le bâtiment pour pouvoir remettre une offre.

Le PV de visite signé leur sera remis à l'issue de la visite seulement.

Pour tout besoin d'informations complémentaires, vous pouvez également contacter : Madame Sonia Carquaud – sonia.carquaud@deux-sevres.gouv.fr, 05 49 08 68 75

Après analyse des offres, si la maîtrise d'ouvrage souhaite obtenir des précisions pour mieux les comparer, elle pourra poser des questions aux entreprises.

Ces questions encadrées dans le règlement de consultation, devront porter sur des points précis et ne pas modifier les mémoires techniques déposés, mais uniquement modifier le DPGF selon les questions posées par la maîtrise d'ouvrage.

L'objectif est d'obtenir des informations complémentaires qui permettront à la maîtrise d'ouvrage de choisir l'offre la plus adaptée à ses besoins.

ARTICLE 7 : PROCÉDURE DE RECOURS

Les soumissionnaires pourront exercer un droit de recours conformément au Décret n° 2009-1456 du 27 novembre 2009 relatif aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. En cas de litige, le Tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Poitiers
Hôtel Gilbert

15, rue de Blossac - CS 80541

86020 Poitiers Cedex Téléphone : 05 49 60 79 19

greffe.ta-poitiers@juradm.fr,